



AMINATA TRAORÉ

« Le gonflement des flux migratoires et le radicalisme musulman trouvent leur origine dans le libéralisme. »



© Samba N'Diaye

Figure de l'altermondialisme, Aminata Dramane Traoré n'a eu de cesse de s'élever contre les ravages du libéralisme et ce qu'elle appelle le « viol de l'imaginaire » commis par les Occidentaux envers les Africains. Critique à l'égard de l'intervention militaire française au Mali, son discours n'a rien de consensuel. Mais au-delà de sa parole publique et de ses écrits, elle construit pas à pas depuis trente ans la société africaine de demain, chez elle à Bamako, à travers plusieurs lieux et projets citoyens. Mettant en pratique son discours : « C'est la femme qui construira l'Afrique de demain. »

ENTRETIEN RÉALISÉ EN NOVEMBRE 2017 PAR ÉRIC FOURREAU

NECTART : *Quelles œuvres, quels penseurs ont façonné votre réflexion et construit votre engagement politique ?*

AMINATA TRAORÉ : Mon regard sur le Mali et l'Afrique dans le monde actuel résulte de deux temps forts. D'une part, ma jeunesse sous le régime du président Modibo Keïta, dont le combat pour la souveraineté politique, économique, monétaire et militaire demeure d'actualité et a marqué la plupart de mes concitoyen(ne)s. Le deuxième temps fort a été ma participation à la bataille des idées auprès de Samir Amin, Joseph Ki-Zerbo et d'autres figures intellectuelles africaines. Cette bataille continue au niveau du mouvement altermondialiste, au sein duquel je me suis liée d'amitié avec José Bové, Susan George et d'autres figures de proue. Je me nourris chemin faisant de la pensée d'Aimé Césaire et de celle de Frantz Fanon, qui sont incontournables.

Vous avez mis en pratique la célèbre formule de Jacques Ellul « penser global, agir local » en ouvrant il y a plusieurs années à Bamako le San Toro, un restaurant qui est aussi une galerie d'art et d'artisanat, et le Djenné, une maison d'hôtes construite avec des ma-

ériaux locaux. Puis vous avez récemment transformé le quartier de Misira, « premier écoquartier d'Afrique », dites-vous. Que signifient ces initiatives pour vous ?

« Je me nourris chemin faisant de la pensée d'Aimé Césaire et de celle de Frantz Fanon, qui sont incontournables. »

J'essaie au niveau local de faire vivre mon discours, en démontrant qu'un autre Mali est effectivement possible. Les actions de proximité que j'ai initiées dans cette perspective sont cependant, pour la plupart d'entre elles, antérieures au mouvement altermondialiste. Je me suis investie dès la décennie 1980 dans la mobilisation et l'accompagnement des femmes et des jeunes dans l'assainissement et la gestion des ordures ménagères, dont le ramassage était devenu problématique avec la disparition des services de la voirie dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (PAS). J'en ai profité, lorsque l'occasion m'en a été donnée en tant que consultante du Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population, pour lancer un projet de création d'emplois pour les jeunes filles diplômées dans les métiers de l'environnement. Cette initiative a certainement inspiré de nombreux jeunes diplômés, qui ont créé des dizaines de groupements

d'intérêt économique (GIE) dans le domaine de l'assainissement. Parallèlement à ces actions, j'ai créé le San Toro, le Djenné, maison des hôtes, et le centre Amadou-Hampâté-Bâ (Cahba) comme espaces de vie, de rencontres, de débats et d'éducation de notre regard sur nous-mêmes.

De telles initiatives de la société civile ont-elles tendance à se développer au Mali et en Afrique de l'Ouest en général ? Voyez-vous le vœu que vous avez toujours exprimé – la prise en main de leur destin par les Africains eux-mêmes – se réaliser ?

Absolument. Et je m'en réjouis. Je suis une adepte de la construction en matériaux locaux, et j'ai eu la chance de rencontrer des personnes comme l'architecte Baba Cissé et l'Italien Fabrizio Carola qui m'ont beaucoup aidée. Je ne serais pas non plus parvenue à construire ces établissements sans le soutien de mon frère, Mamadou Traoré. Promu par mon ami Chris Seydou, j'ai intégré le bogolan dans la décoration intérieure de ces lieux, et travaillé avec Boubacar Doumbia, dont la structure (le Ndomo) à Ségou est une référence. Les boissons (gingembre, bissap...) dont nous avons fait la promotion sont aujourd'hui servies dans bien des hôtels et restaurants au Mali et au niveau de la diaspora.

Le chemin serait-il montré par les artistes africains, dont plusieurs s'implantent sur le continent en développant des centres de création et d'éducation artistique, comme l'a décrit Claudine Dussollier dans le dernier numéro de NECTART' ?

J'en suis persuadée. Le Mali est le pays de nombreux artistes et musiciens africains de renom, comme Ali Farka Touré, Toumani Diabaté, Salif Keïta, Oumou Sangaré, Nahawa Doumbia, Khaïra Arby... Nous sommes également fiers de nos photographes, notamment Malick Sidibé et Seydou Keïta, ainsi que de nos peintres, Abdoulaye Konaté et Ismaël Diabaté par exemple. Quant à Chris Seydou, le « Yves Saint-Laurent africain », ses défilés de mode étaient féériques. C'est lui qui, un jour, a noué mon foulard en me demandant d'oser lui donner du volume. J'ai dans le même élan lancé la mode des grandes boucles d'oreilles peuhles (*fori*). Les bijoutiers de Djenné en ont profité et exporté, jusqu'à ce que la concurrence chinoise et le vide touristique créé par la situation sécuritaire aient raison de leur enthousiasme.

Le renouveau peut-il aussi venir des femmes, encore et toujours ? Pouvez-vous nous expliquer le concept de « mère sociale » que vous avez développé ?

Le rôle des femmes est central et capital. Nous pouvons changer radicalement la situation économique, politique, sociale, culturelle et environnementale. Pour l'heure, nous souffrons du viol de l'imaginaire qui caractérise le processus de développement du continent, notamment des politiques dites de promotion des femmes. Victimes de la publicité mensongère, nous nous infligeons souvent toutes sortes de préjugés, qu'il s'agisse de ce que nous mangeons ou des produits de beauté. Aux ravages du diabète, de l'hypertension artérielle s'ajoutent les conséquences de la dépigmentation. Aux plans social et psychologique, les femmes n'échappent pas à la logique du « tout, tout de suite et à tout prix ». La cohésion sociale en est affectée.

Contre l'individualisme forcené et le consumérisme, je propose la notion de « mère sociale », qui permet à une femme de se préoccuper de ses enfants et de ceux des autres. On a trop tendance à être dans le registre de la victimisation quand on parle des femmes, sans mesurer qu'elles sont aussi por-

« Contre l'individualisme forcené et le consumérisme, je propose la notion de "mère sociale", qui permet à une femme de se préoccuper de ses enfants et de ceux des autres. »

teuses de réponses. Au Mali, une femme élève son enfant avec d'autres et, ensemble, elles savent être des « mères sociales ». En langue bambara, on parle de *woloba* pour désigner celles qui donnent la vie, *lamoba* pour celles qui éduquent, et *ladonba* pour celles qui sont capables de s'occuper de leurs enfants et de ceux des autres. J'ai été élevée dans ce contexte où toutes les femmes de l'âge de ma mère étaient mes mamans et en droit de veiller sur moi. Je les respectais en tant que telles. Cette fonction peut devenir une réponse culturelle pertinente au drame de l'émigration.

Dans L'Afrique humiliée, vous écrivez : « L'une des règles du jeu consiste à faire intérioriser aux Africains le sentiment de leur échec à saisir et exploiter les opportunités du système. » Comment s'exprime aujourd'hui ce « viol de l'imaginaire » que vous décrivez depuis plusieurs décennies, privant l'Afrique de ses principales richesses ?

Dans le livre que vous citez, j'ai aussi écrit : « Nous devons cesser d'être des exilés et des naufragés en nous-mêmes,

chez nous et partout où nous allons. » Je n'insisterai jamais assez sur le vide abyssal que crée en nous le miroir qui nous est tendu. Le continent noir serait victime de lui-même. Nous perdons dès lors confiance en nous-mêmes et tendons une joue, puis l'autre. Je m'y refuse.

Cinq ans après l'opération Serval², que vous avez été l'une des rares voix à dénoncer comme une forme de néo-colonialisme, quels enseignements tirez-vous ? Quelle est la situation au Mali aujourd'hui ?

S'agissant de l'opération Serval, devenue Barkhane, la situation est pire qu'en 2013. Mais le Mali fait partie du récit national français. Le virage social-libéral du Parti socialiste, qui a largement contribué à l'impopularité de François Hollande, a également fait de lui le militariste qui nous a imposé une guerre dont nous n'avons pas les moyens. La France non plus n'en a pas les moyens. Mais, comble de l'horreur, elle demande à nos États de prendre en charge leur sécurité qui, en dernière analyse, est d'abord celle des frontières de l'Europe contre l'immigration et le djihadisme nés du néolibéralisme. Nul ne devrait douter aujourd'hui de l'impérieuse nécessité pour l'Afrique de changer de cap, à la lumière de l'évolution des sociétés capitalistes qui nous

servent de référence. Les fronts qui se multiplient, les grands exodes humains et les catastrophes naturelles sont autant de faits qui ne trompent pas.

« Tu pars jeune et fort, tu as toutes les chances de ne jamais revenir, ou de revenir vieux, usé et pauvre parmi les tiens », écrivez-vous dans L'Afrique humiliée. Y a-t-il une autre réponse qu'économique et sociale pour juguler l'émigration des Africains ?

La seule et véritable solution à l'émigration des Africain(e)s réside dans l'inversion des flux financiers que drainent vers l'extérieur l'évasion fiscale, les prix des matières premières, le service de la dette, les accords monétaires, notamment le franc CFA, et la corruption. Le changement de notre regard sur nous-mêmes sera déterminant pour faire de l'Afrique en 2050 un grand marché de consommateurs de produits africains et non une présumée menace envers l'identité, la sécurité et la prospérité des Occidentaux.

Que répondez-vous à ceux qui vous reprochent une forme de manichéisme en accusant systématiquement la France et l'Occident et en désresponsabilisant l'Afrique ?

Je ne m'attarde pas sur ce jugement. Les révélations des « Paradise Papers »

confirment que fraude, corruption et impunité ne sont pas une spécialité africaine mais inhérentes au capitalisme mondialisé et financiarisé. Je m'efforce tout simplement d'expliquer que l'Afrique est victime depuis toujours de ses richesses.

Vous vous définissez comme une militante de gauche, musulmane et femme moderne. Comment vivez-vous les évolutions de la dernière décennie, qui a vu le libéralisme triompher, l'islam se radicaliser dans le djihadisme, un président français proclamer que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire³ » et un milliardaire xénophobe et misogyne devenir président des États-Unis ?

C'est le triomphe du libéralisme qui nous vaut justement le gonflement des flux migratoires et le radicalisme musulman. Je suis un témoin oculaire à la fois du départ des jeunes à partir des années 1980, à la faveur du chômage et de la pauvreté de masse, et de l'attrait grandissant de la religion sur eux. La même incapacité du néolibéralisme à satisfaire les besoins des Occidentaux

en emplois et revenus décents a donné naissance aux mouvements et partis antimigration qui ont les étrangers dans le collimateur. Le Brexit, l'élection de

Donald Trump, le séisme politique qui a porté Emmanuel Macron au pouvoir en France et l'état de l'Afrique ont comme dénominateur commun le néolibéralisme. C'est dire jusqu'à quel point nous sommes dans le même bateau et tous perdants. Mais les gagnants du système ne veulent pas s'attaquer aux causes, seulement aux conséquences.

« Nous sommes dans le même bateau et tous perdants. Mais les gagnants du système ne veulent pas s'attaquer aux causes, seulement aux conséquences. »

Hormis votre mandat de ministre de la Culture et du Tourisme de 1997 à 2000, votre engagement passe surtout par les mouvements altermondialistes ou votre action locale. Pourquoi vous êtes-vous portée candidate au poste de secrétaire général de l'Onu en 2016 ?

À travers cette candidature symbolique, il s'agissait, dans le cadre de la démocratisation et de la féminisation du processus d'élection du secrétaire général des Nations unies, de contribuer au débat sur le multilatéralisme. L'ordre actuel du monde ne changera qu'à la

faveur d'une réforme de cette organisation, qui va bien au-delà de celle du Conseil de sécurité.

Et comment envisagez-vous votre engagement dans les années à venir ?

À travers l'écriture et ma participation au débat d'idées, j'essaie de consolider mes différentes initiatives en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes.

1. Claudine Dussollier, « Les artistes en première ligne du Réveil africain », *NECTART*, n° 5, juin 2017.

2. Cette opération militaire menée au Mali par l'armée française de janvier 2013 à juillet 2014 avait pour objectif de soutenir les troupes maliennes face à l'offensive de groupes armés islamistes ; elle a été prolongée par l'opération Barkhane, qui maintient l'armée française dans un dispositif régional.

3. Discours de Nicolas Sarkozy à Dakar le 26 juillet 2007.

AMINATA TRAORÉ EN TREIZE DATES

- 1947** : naissance dans une famille modeste de douze enfants.
- 1974** : obtention d'un doctorat de 3^e cycle en psychologie sociale et d'un diplôme de psychopathologie à l'université de Caen.
- 1988-1992** : consultante du Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (FNUAP).
- 1989** : ouverture à Bamako du Djenné.
- 1991** : ouverture à Bamako du San Toro.
- 1997** : ministre malienne de la Culture et du Tourisme sous la présidence d'Alpha Oumar Konaré ; démissionne en 2000.
- 1999** : parution de *L'Étau. L'Afrique dans un monde sans frontières* (Actes Sud).
- 2001** : parution de *Viol de l'imaginaire* (Fayard/Actes Sud).
- 2005** : parution de *Lettre au président des Français à propos de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique en général* (Fayard).
- 2006** : responsable de l'organisation à Bamako d'un des trois volets du Forum social mondial.
- 2008** : parution de *L'Afrique humiliée* (Fayard).
- 2012** : parution de *L'Afrique mutilée* (Taama).
- 2016** : annonce en juin de sa candidature au secrétariat général des Nations unies.